

Le spectre de la dette

Les dettes publiques auront-elles raison de l'euro ? Pourra-t-on régler la facture de quarante ans d'endettement ? Réponse de l'économiste

UN ENTRETIEN AVEC OLIVIER BERRUYER

Le Nouvel Observateur En France, pendant des décennies, on a financé la croissance à crédit. Le temps de régler la facture de l'endettement est arrivé. Comment allons-nous pouvoir stabiliser la dette, voire la réduire ?

Olivier Berruyer : Pour comprendre les erreurs stratégiques ayant abouti à la crise actuelle, il faut revenir à la crise des années 1970, qui a marqué la fin des Trente Glorieuses et de leur croissance très élevée. Pour différentes raisons – fin de la mécanisation de l'agriculture et de l'industrie, fin de l'énergie bon marché – la croissance ne pouvait structurellement revenir aux niveaux passés. Il est beaucoup plus difficile de développer une économie déjà développée.

La croissance moyenne a ainsi chuté très régulièrement, passant de près de 5% pour la décennie 1960 à 0,6% pour la décennie 2000. Il aurait alors été logique de développer un modèle économique performant à croissance très faible, passant par des incitations à la limitation des gains de productivité et à une baisse du temps de travail pour combattre le chômage. Il n'en a rien été, et, dans une obstination remarquable face à l'échec, une pensée unique nous a conduits à attendre tous les ans le « retour de la croissance » – qui ne s'est jamais produit... Le pire étant que ce déni pathologique perdure en 2012!

Nous nous sommes lancés dans une forme dévoyée du keynésianisme : le déficit quand ça va mal et le déficit quand ça va bien. Le fait que, depuis trente ans, le déficit public soit rigoureusement égal au taux de croissance moins 5% montre bien l'impuissance du politique, qui n'a fait que courir après les événements. Dans cette « vie à crédit », nous avons alors financé des dépenses de consommation (TVA réduite dans la restauration...), de transferts (bouclier fiscal...) ou d'investissements peu productifs (sièges pharaoniques des conseils régionaux), qui n'ont rien construit de solide pour l'avenir. Cette pente du court-termisme est celle de la facilité, et est révélatrice du développement de l'individualisme au cours des décennies passées. De tels choix ne sont pas durables, et, en effet, la facture arrive.

On ne peut toutefois pas gérer facilement une dette accumulée par trente-huit années de déficits. On observe partout en Europe que la forte austérité nécessaire face à la masse de dette induit des récessions qui entraînent une hausse des déficits. Ce n'est pas la solution. Le drame, c'est que continuer comme avant n'est plus possible, les prêteurs nous faisant logiquement moins confiance. Les leçons de l'histoire ont de



OLIVIER BERRUYER

« La mondialisation des crises a long terme... »
 « L'endettement public... »
 « La crise de 1970... »
 « Le retour de la croissance... »
 « Le déficit public... »
 « Le chômage... »
 « L'individualisme... »
 « La facture arrive... »
 « Les leçons de l'histoire... »

nouveau été oubliées, en particulier celle voulant que, quand on laisse filer la situation, l'Etat finit par faire défaut, brutalement ou par hyperinflation : les dettes publiques sont très rarement remboursées. C'est probablement ce qui est devant nous, conséquence du dilemme : euthanasier les salariés ou une partie de l'épargne des rentiers ?

La crise actuelle de l'euro est-elle plus dangereuse que celle des dettes publiques ?

L'euro est victime de la crise des dettes publiques. On observe ainsi l'erreur stratégique de ce projet de monnaie unique, probablement non viable. Sa survie nécessite une forme de « fédéralisme », donc des harmonisations douloureuses (smic, temps de travail...) mais aussi des transferts très importants des pays du Nord vers le Sud, via un énorme budget fédéral (25% aux Etats-Unis, 1% en Europe). Cela reviendrait à transformer la zone euro en un vrai pays – ce que n'est pas la zone actuelle, bâtie trop grande, trop vite. Or ces quinze dernières années montrent que les pays européens se sont comportés comme dix-sept pays concurrents et non pas comme dix-sept régions d'un pays. Aucune harmonisation économique n'a eu lieu, aucun transfert de souveraineté n'est souhaité par quiconque. Au contraire, de la politique salariale allemande au régime fiscal irlandais, chaque pays a fait cavalier seul. Ces choix obéissent à une logique historique, mais sont contraires à la possibilité de partager une monnaie unique.

Faut-il sauver l'euro ? Et quelles mesures urgentes peut-on prendre ?

La bonne question est : « Peut-on sauver l'euro ? » Economiquement, oui, mais les conditions politiques ne sont pas réunies. L'individualisme caractérisant la génération au pouvoir se retrouve au niveau des Etats. La crise a bien montré qu'il n'existe aucune solidarité financière entre eux. C'est même écrit dans le traité de Maastricht, mais elle est nécessaire pour partager une monnaie unique. On s'obstine à concevoir la construction européenne à partir des politiques économiques néoconservatrices ayant échoué, et non sur des projets démocratiques ou sociaux respectant les attentes des peuples. Aucun Etat ne veut porter la responsabilité de l'échec de l'euro, d'où les tensions actuelles visant à faire porter le chapeau au voisin. Mais nous finirons probablement par revenir à des monnaies nationales, peut-être trois ou quatre, peut-être dix-sept.

Propos recueillis par FRANÇOIS ARMANET
 et GILLES ANQUETIL